



**Boubacar Siddighy DIALLO**

**Juriste/Consultant**

**Tél. : 631 54 43 76**

**boubacarbems@yahoo.fr**

### **CES COUTUMES QUI DIVISENT**

De tout temps, dans chaque société humaine, naissent des pratiques issues souventes fois des réalités du quotidien ou de la volonté de quelques influents. Ces pratiques, de par leurs importances ou de par l'influence de leurs auteurs finissent par être répétées et transmises de génération en génération. Elles acquièrent leurs légitimités selon leurs nécessités ou selon l'emprise que leurs titulaires exercent sur les populations auxquelleselles s'appliquent. Tel est entre autres, le cas des religions qui à leurs introductions, selon tous les témoignages de l'histoire, n'ont jamais été acceptées sans lutte.

Par ailleurs, il existe d'autres pratiques répétées et acceptées par tous qui proviennent de l'exigence de certaines accommodations de la vie ou des commodités sociales telles que les liens d'alliance (le mariage) pour ne citer que celui-là. Ces pratiques appelées coutumes, répétées, acceptées et introduites dans nos manières de faire et nos modes de vie se trouvent confrontées, pour chaque génération, à un besoin réel d'accommodation par rapport aux nombreuses mutations qu'impose l'évolution de nos sociétés. Lorsqu'elles (ces coutumes) résistent à toute modification, tout ajustement, toute actualisation, elles deviennent

plus un fardeau pour une partie de leurs appliquant qu'elles avaient été des solutions aux populations antérieures.

Le plus difficile en ce qui concerne les coutumes est qu'elles ont une emprise réelle sur le droit et même sur la loi. Elles ont en elles-mêmes une source du droit. Celui-ci leur reconnaît la faculté d'être à la foi un complément de la loi (elles sont alors appelées coutumes *praeter legem*) et contraire à celle-ci (quand on les appelle coutumes *contra legem*).

L'autre difficulté est que les coutumes sont pour la plus part issues des phénomènes mythiques (des interdits ou recommandations nées de nos aspirations irrationnelles) ou mystiques (des principes établis par nos croyances ou conceptions religieuses).

Ainsi, aussi bien du côté du rationnel (le Droit) que celui irrationnel (les croyances), les coutumes ont une prééminence certaine sur la loi car même lorsqu'elles sont en porte-à-faux avec celle-ci, leurs pratiques n'entraînent aucune sanction applicable. C'est le cas de la polygamie qui, après avoir été interdite sans effet, a été instituée sous réserve du respect de certaines exigences qui n'ont jamais été observées. Cependant, tous les mariages polygames qui n'ont pas observés ces dispositions légales sont, aux yeux de la loi, nuls et de nuls effets. Mais combien l'ont été déclarés ? Aucun ! Combien de requêtes en annulation de second mariage ont été introduites ? Aucune ! Pourtant, aucune des premières épouses n'accepte cette situation de fait. Mais lorsque celles-ci savent que le juge en charge d'examiner cette requête est lui-même polygame, le greffier de l'audience et même son avocat sont tous polygame, elle se voit déjà interdite par la « *nature des choses* » à tenter une action qui, quoi que légale, est stérile.

Il y a par ailleurs, un phénomène beaucoup plus désolant. C'est le cas des mariages forcés. Cette pratique qui nous paraît déjà appartenir à un lointain souvenir est pourtant un cauchemar réel qui, de nos jours crée un véritable phénomène de société. Dans les profondeurs de nos villes se trouvent bien malheureusement des pratiques coutumières, quand bien même contraire à nos lois, mais bien fort

irrésistibles pour avoir le sceau et la connotation d'une certaine conception religieuse. L'on se souvient que dans nos anciennes pratiques, le père ou la mère décidait du mariage de leur fille dès sa naissance. Ils en faisaient des points d'honneur si bien que la fille, une fois arrivée l'âge de se marier, quand on ne l'a pas expédiée avant, n'avait aucun droit d'appréciation ou de choix. Les rares filles qui l'ont essayé, ont été bannies de leurs familles et contraintes à quitter même leurs contrées. Nous avons même connu des parents qui, parlant de déshonneur, se sont rendu coupable de crime envers leurs enfants qui n'ont eu pour tord que d'avoir refusés de se soumettre à la « *décision de la famille* ».

On aurait dit que l'analphabétisme des parents et des enfants en était de quelque chose dans la pratique de cette coutume. Que l'émancipation de la femme aurait aidée à mettre fin à de telles pratiques. Que les nouvelles technologies allaient contribuer à éradiquer ces coutumes dépassées et rétrogrades. Que la loi aurait garantie à toutes les filles la liberté de choisir leur conjoint. Que l'Etat aurait protégé ces libertés individuelles issues de plusieurs conventions internationales lesquelles sont également des résultantes de plusieurs années de luttes et de revendications. Hélas ! C'est d'ailleurs aujourd'hui que dans certaines familles et pas des moindres, cette pratique est exercée avec les mêmes formes qu'il y a des siècles. Des jeunes filles sont donc données en mariage forcé et contraintes de fuir leurs familles pour se retrouver dans une autre ville ou un autre pays loin des siens. La plus part, ne voulant pas se faire rattraper par un grand frère ou un oncle très en colère, préfère vivre dans un endroit caché où elle ne risque même pas rencontrer parent ou connaissance. A bien observer, outre les problèmes de précarité de la vie ou d'autres contraintes sociales, la quasi totalité des jeunes filles que l'on rencontre dans les bars, maquis et autres lieux peu fréquentables sont des rescapées de cette emprise parentale qui consiste à miser sur leur vie de couple sans recueillir leur avis. Les implications de ces phénomènes sont très diverses. Chaque jeune fille est une histoire différente mais toutes ces histoires découlent d'une pratique identique. Il arrive que ça soit la mère qui promet sa fille au garçon de son frère, ou que ce soit la tante paternelle qui « *met main* » sur la fille de son frère pour son fiston. Il arrive aussi et plus fréquemment, que ce soit le père qui promet sa fille au fils de son ami,

de sa sœur, du plus riche intéressé ou toute autre personne de son choix. Ces filles donc en errance, perdent tout lien avec leurs familles et toute attention ou appréciation juste du fait qu'elles sont réputées être des « *enfants sans parents* ». Elles sont donc sans protection et condamnées à affronter les dures épreuves de la vie « *par tout moyen* ». Cette situation n'est pas seulement vécue par les jeunes filles, il y a également les femmes divorcées ou veuves dont les parents exigent un second mariage de leur choix sous peine de les chasser de la maison paternelle. Il y arrive même que des pères renvoient les filles et leurs mères sous prétexte que celles-ci cautionnent les agissements de leurs filles.

En fin, la problématique de la dégradation de nos mœurs est entière. Quel regard portons-nous sur nos propres coutumes? Quel regard portons-nous sur nos sœurs victimes de ces coutumes ? Quel soutien faudra-t-il leur apporter étant faibles et vulnérables ? Faut-il les plaindre ou les juger ? Bref, que faut-il faire de nos coutumes qui divisent ?